



Carlos Lamarca

PARIS  
d'information

**fbi**  
**n° 11**

**front brésilien**



juillet 1970

40 P. 8029



Monsieur:

L'avion de la Varig (Compagnie brésilienne d'aviation) qui s'est posé à 23h55 du 15 juin à l'aéroport de Dar-el-Beida, à Alger, amenait 40 hommes et femmes et 4 enfants, accompagnés d'agents de la police brésilienne. Ces passagers ont été transportés moyennant un accord / entre ennemis. Ils étaient le prix d'une rançon.

L'Ambassadeur d'Allemagne Fédérale au Brésil ayant été sequestré par des révolutionnaires brésiliens, ceux-ci conditionnaient sa libération à celle de prisonniers politiques qui étaient soumis à la torture de la dictature militaire.

La présence de ce groupe allait donc, au delà d'un événement international: c'était un démenti aux affirmations du gouvernement brésilien qui niait aussi bien l'existence de prisonniers politiques que la pratique de la torture au Brésil.

Le Front Brésilien d'Information publie dans ce numéro une interview du Capitaine Carlos Lamarca / (V.P.R.) et une déclaration de Joaquim Camara Ferreira / (A.L.N.) tous les deux dirigeants des organisations qui ont exécuté l'opération de l'enlèvement de l'Ambassadeur allemand.

FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION  
BULLETIN N° 11 - 15 JUILLET 1970  
BOITE POSTALE 5 - PLATEAU SAULIERE  
ALGER.



INTERVIEW AVEC LE CAPITAINE CARLOS LAMARCA.

1- Les opérations de la Vallée de la Ribeira ont-elles marqué le point de départ de la guérilla rurale au Brésil?

- Non. Ce n'était pas une guérilla; nous n'avions pas préparé le terrain sur le plan logistique, le réseau d'intelligence et les bases politiques étaient inexistent. Notre objectif n'était pas la guérilla mais l'entraînement en vue de la guérilla.

2- Mais des actions de guérilla y ont été exécutées?

- Oui, les opérations ont été menées du 21 avril au 31 mai. Elles ont été dictées par le besoin de rompre le cercle tactique et stratégique. Nous avons fait 18 prisonniers et mis hors de combat 10 soldats au cours des trois opérations, tout comme nous avons évité de tomber dans une embuscade. Le manque de mortiers, de mines et de grenades à main nous a obligé d'abandonner d'autres actions qui auraient compromis notre objectif. Continuer la lutte dans des telles conditions aurait été de l'aventure pure. Nous le savons: nous pouvons organiser une action plus ample, nous le ferons, c'est seulement une question de temps.

3- Combien d'hommes ont été engagés par les Forces Armées dans la Vallée de la Ribeira?

- Nous les avons estimés à environ 20.000 hommes. Ils ont utilisé beaucoup d'hélicoptères pour l'observation et pour le transport des troupes, des chasses T 6, des



avions C 47 pour le transport des troupes et des bombardiers B 25. L'action de ces troupes ne s'est pas limitée à la Vallée de la Ribeira, elle s'est étendue, inutilement, à une zone plus large.

4- Quelle répercussion cette guérilla a-t-elle eue auprès de la population locale?

- La situation logistique nous a obligé à entrer en contact avec la population. Nous avons été heureux de constater la réceptivité du travailleur rural et sa capacité de comprendre l'objectif de notre lutte. Les organes responsables de la répression se sont aperçus de l'appui que la population nous donnait. Ils ont emprisonné et assassiné un jeune couple de paysans, fait évacuer la population de la région et l'ont bombardée. Cette action terroriste a été complétée par des rafales de mitrailleuse dirigées au hasard vers l'intérieur de la brousse et par des vols rasants sur des cases encore habitées.

5- Quel sens a l'entraînement à la guérilla?

- Nous avons dû tenir compte du fait que les camarades entraînés à l'extérieur, n'étaient pas préparés à la guérilla rurale, ayant toujours séjourné dans les villes. D'autre part, nous nous heurtons au problème du temps nécessaire à l'entraînement qui est toujours long, ainsi qu'aux dépenses faites. Et nous trouvons aussi qu'un groupe voué à la guérilla doit faire une expérience de vie en commun, avant de commencer la lutte.

6- Comment une école de guérilla qui existe concrètement peut-elle exercer une influence sur l'action de la gauche révolutionnaire?

- Cette expérience pionnière qui se concrétise dans notre pays, représente surtout la victoire d'une posi



tion politique. C'est la démonstration pratique de la prise de conscience du besoin de poursuivre et d'étendre la guerre de guérilla. C'est le saut qualitatif de l'action de la gauche. Cette gauche maintenant a une réalité: l'existence de cadres qui sont en train de s'entraîner et qui retourneront combattre dans les zones rurales. Ce n'est pas seulement à travers l'exemple de la lutte, mais aussi par la lutte que nous entraînerons les masses dans le processus révolutionnaire. C'est à travers ce même exemple de lutte, que nous amènerons la gauche à avancer dans le processus révolutionnaire.

7- Quand le camp d'entraînement a été créé est-ce qu'on se souciait déjà du changement du type d'action et des rapports entre les divers groupes?

- Oui. La preuve en est que des militants appartenant à d'autres organisations ont participé à cet entraînement. C'était déjà un premier pas pour diminuer le sectarisme et les divergences qui ne peuvent être dépassées que dans le processus à travers une action commune. D'autre part, cette mesure rejoignait notre conception politique: mettre en pratique les tâches de la révolution, et non seulement faire croître notre organisation en tant que telle.

8- La guérilla rurale au Brésil trouve-t-elle des conditions d'exécution?

- Oui, non seulement au Brésil mais dans toute l'Amérique Latine. C'est dans les campagnes que l'exploitation capitaliste est la plus inhumaine et c'est aussi dans les campagnes que se trouve le lien le plus fragile du système capitaliste et où à l'occasion de toutes les luttes engagées la répression a été la plus féroce. Il y a tout un passé de luttes et d'organisation du travailleur rural que la classe dominante exclut de notre histoire.

9- Quelles sont les conditions pour être guérillero?



- Il ne faut pas envisager la guérilla comme une affaire pour super-hommes, il faut la regarder sans romantisme. L'entraînement prouve que celui qui produit le plus est celui qui possède le plus haut niveau idéologique, les capacités physiques venant peu à peu, et le problème des limitations individuelles étant résolu par la collectivité. Pour mener une guérilla, nous insistons sur le fait qu'il ne s'agit pas d'héroïsme, mais de technique qui peut être assimilée par n'importe qui. Au lieu de dire avec Brecht "malheureux le pays qui a besoin de héros", nous dirions plutôt "triste guérilla celle qui a besoin de héros".

10- Comment voyez-vous la possibilité d'une intervention directe des Etats-Unis pour combattre la guérilla au Brésil?

- Nous ne pouvons pas séparer la révolution brésilienne du contexte révolutionnaire en Amérique Latine. Chaque pays constitue un front et en même temps une arrière-garde pour les autres. Les Etats-Unis ne pourront pas intervenir partout en Amérique Latine. En vertu de sa position stratégique, des conditions de son marché et en tant que source de matière première, le Brésil a frayé le chemin à l'imperialisme. Actuellement les Etats-Unis maintiennent au Brésil un corps permanent d'assesseurs, l'augmentation des agents de la CIA et des "Peace Corps" étant aussi significatifs. A l'intérieur des Forces Armées brésiliennes il y a une propagande intense auprès des officiers pour que l'intervention soit acceptée. Dans la Marine et dans l'Armée de l'air les résultats sont d'ores et déjà excellents; les officiers supérieurs de l'Armée de terre, associés à la corruption, sont déjà prêts à l'accepter. Une des mesures les plus importantes consiste à limiter la culture des officiers à une formation technico-professionnelle; le danger de la critique est ainsi évité. Par la propagande les officiers ne peuvent avoir recours qu'aux raisonnements manichéistes, aussi incroyable que cela puisse paraître, ou alors ils sont réduits au rôle de reproducteurs de formules toutes faites qui leur sont versées à haute dose. Mais il faut remarquer que pendant la seconde guerre mondiale les américains ont eû beaucoup de pertes dans le Nordeste brésilien où ils avaient pourtant des bases et où ils étaient des alliés... La révolution en Amérique Latine sera la deroute définitive de l'imperialisme et la révolution



brésilienne y joue un rôle essentiel. Il y aura donc intervention.

11- Alors une coordination au niveau de l'Amérique Latine est-elle nécessaire?

- Actuellement cela n'est pas possible parce que les organisations des divers pays n'ont pas encore atteint le stade d'un front unique. Nous devons cependant y arriver, dans l'esprit de la Conférence de l'OLAS.

12- Et les enlèvements?

- Les enlèvements continueront. Tant que le gouvernement employera la torture, les enlèvements continueront puisqu'ils sont, pour le moment, le seul moyen dont nous disposons pour libérer nos camarades. Si la torture est une institution dont la répression ne peut se passer, les enlèvements le seront aussi. Messieurs les diplomates étrangers peuvent côtoyer les membres d'un gouvernement qui utilise la torture, ils peuvent donc aussi nous côtoyer pendant quelques jours.

13- Avez-vous encore quelque chose à déclarer?

- Nous signalons au monde entier la renaissance du néo-nazisme au Brésil. Les fascistes brésiliens Filinto Muller et Raimundo Padilha sont les leaders du gouvernement au Congrès. Des nouveaux hommes politiques sont formés dans le cadre d'un programme d'appui politique, mais sans base sociale; c'est la plus grande farse de notre histoire. Des organisations de caractère nazi sont en train d'être créées pour contaminer la jeunesse, et la militarisation des enfants est déjà commencée. Surtout dans les petites villes de province les enfants non scolarisés, et devenus mendiants, vendeurs ambulants, cirqueurs de chaussures, sont utilisés comme agents d'information. Dans la ville de Cruz Alta dans l'Etat de Rio Grande do Sul, ils sont dirigés par des officiers de l'Armée.



L'illusion du nationalisme est encore le grand espoir des jeunes officiers. Ils ignorent que son implantation est impossible sans contester le système et sans rompre avec l'imperialisme. La grande majorité des officiers pense que la cause des problèmes du pays est dans l'existence de groupes économiques puissants et ils méconnaissent l'intégration économique, politique et idéologique du pays avec les Etats-Unis. La préparation de la Gestapo brésilienne a été faite par plusieurs Menegale. La préparation psychologique de la population qui doit être préparée à accepter la répression violente, est à la charge d'organisations d'ex-policiers spécialisés dans l'élimination de marginaux dont les corps portent des traces de torture. Des entreprises donnent leur collaboration pour le maintien d'organisations non-officielles pour exercer, sous le couvert d'anti-communisme, une domination plus forte sur le prolétariat. Elles ne se contentent plus de manoeuvrer la grande masse marginalisée de la population. La Light, l'Ultragaz, Camargo Correia, les Supermarchés Pão de Açucar et la Ford, pour ne citer que quelques-unes de ces entreprises, ne se contentent pas d'une exploitation économique, mais aussi abritent un grand nombre d'agents chargés d'espionner la population. Ces entreprises qui maintiennent un schéma de répression parallèle à celui du gouvernement, ne respectent pas les lois du travail et font arrêter des ouvriers qui revendiquent leurs droits, transformant ainsi peu à peu leur force en pouvoir. Le prolétariat est maintenu ainsi sous contrôle rigoureux et jamais on a tant dépensé et jamais on a été disposé à tant dépenser pour l'espionnage interne.

La délation est encouragée par le gouvernement sous la forme de propagande ouverte ou voilée. Des amis ou des parents des révolutionnaires qui ne se disposent pas à les dénoncer sont arrêtés. Selon le document officiel appelé "Décalogue de la Sûreté", chacun est tenu de surveiller son voisin. Ce document a comme objectif celui de terroriser la population et de distraire son attention en la détournant de ses problèmes. Le pays est devenu une immense caserne. La presse est dominée par le capital américain et ce qui restait de dignité chez nous a été écrasé par la pression économique. Le régime de semi-esclavage dans le Nordeste brésilien est en train d'être institutionnalisé par le gouvernement et la presse applaudit démontrant la lâcheté morale la plus désolante à laquelle elle est arrivée.

Nous ne regrettons rien, nous constatons l'ensemble de cette réalité et nous agissons pour la modifier. Et nous la modifierons en faisant la Révolution Brésilienne.

OSER LUTTER - OSER VAINCRE

CARLOS LAMARCA - V.P.R.

juin 1970



DECLARATION DE JOAQUIM CAMARA FERREIRA.

Joaquim Camara Ferreira ("Toledo") est le successeur de Carlos Marighella à la Direction de l'Action de Libération Nationale. Ancien leader communiste il exerçait la profession de journaliste quoique ancien élève-ingénieur.

Ayant participé de tous les mouvements importants de la gauche brésilienne depuis l'insurrection de 1935 il fut contraint, sous la dictature de Vargas, à purger, pour ses activités communistes, 6 ans de prison (1937-1945). Pendant de longues années il fut un des principaux dirigeants du P.C.B. et sa divergence ainsi que celle de Marighella date de 1964.

A partir de cette époque ses activités, comme dirigeant principal de l'Action Communiste de São Paulo s'intensifièrent considérablement. L'A.C. de S. Paulo était le noyau autour duquel se forma l'actuelle A.L.N.

- Six ans après le coup d'état militaire qui renversa le gouvernement Joao Goulart, la dictature brésilienne continue à persecuter, arrêter, torturer, tuer ceux qui s'opposent au régime. Maintenant n'est "légal" au Brésil, que ce qui sert la dictature au pouvoir. La doctrine de la dite Ecole Supérieure de Guerre s'interpose aux lois et à la Constitution elle-même. Cette doctrine n'est que l'application, dans notre pays, des thèses les plus beliqueuses des Etats-Unis. Ces thèses préconisent le soutien total à la machine de guerre yankee.

Le Brésil doit être une arrière-garde sûr, ainsi qu'un allié constant aux grands monopoles américains, en lutte pour la domination du monde. La défense de cet intérêt suprême et aussi celle des intérêts des groupes capitalistes et fonciers brésiliens liés le plus souvent aux groupes

.../...



internationaux; qui sont la raison d'être de la dictature au Brésil.

Sous sa forme la dictature refuse toute liberté et tous droits au peuple. Elle est foncièrement anti-nationale et anti-populaire. Le "développement économique" avoué n'est que le renforcement des grandes entreprises étrangères, surtout américaines, allemandes, japonaises. Dont les ressources sont directement ou indirectement arrachées au peuple brésilien.

La politique tribulaire de la dictature permet aux compagnies et banques spécialisées dans les investissements, et en général aux succursales des entreprises américaines de canaliser des sommes fabuleuses destinées à leurs propres intérêts. (Il s'agit de quotients déductibles de l'impôt sur la rente devant être réappliqués. En outre, une série d'affaires plus ou moins louches; le rachat par le gouvernement brésilien d'entreprises étrangères opérant dans le secteur des services publics, tel que: force, lumière, téléphone, gaz, etc, a mis une immense quantité de numéraire entre les mains de ces compagnies. Ces ressources furent placées dans des secteurs plus rentables / afin de produire aussitôt des bénéfices pour les capitalistes américains.

Dans le même temps, les petites et moyennes industries brésiliennes ont à faire face à des difficultés croissantes qui les conduisent souvent à la faillite.

Après avoir procédé à un relevé photographique minutieux de l'ensemble du territoire brésilien, (les résultats détaillés n'étant connus que des américains) des sociétés américaines se mirent à acheter d'immenses propriétés dans tout le Brésil. Les préférences allèrent aux Etats de l'Amazonc, du Goias, de la Bahia, du Maranhão, du Piaui et du Mato-Grosso. Il s'agissait non seulement de s'emparer des ressources minières existantes mais aussi de préparer à l'avance des bases pour la résistance contre la guerre révolutionnaire du peuple brésilien. Plus de vingt millions d'hectares furent ainsi achetés pendant ces dernières années. Des municipes entiers passèrent ainsi aux mains de ces nouveaux propriétaires.

Grâce aux accords conclus entre le Ministère de l'éducation et les agences de "l'aide américaine" (USAID) la politique de l'enseignement est intégralement contrôlée par des techniciens américains.

Pour prouver ses succès dans le domaine économique, le gouvernement donne comme preuve l'augmentation des exportations. En réalité l'augmentation des exportations se fait sur le dos du peuple, puisque les produits brésiliens sont vendus à l'étranger à des prix inférieurs au marché interne grâce à



l'artifice du "change flexible" (le dollar employé à l'achat de certains produits possède une valeur supérieure à celle du cours officiel). Donc les prix véritables des principaux produits exportés sont en baisse. Le sac de café qui valait 87 dollars en 1954 en vaut moins de 42 en 1968. En conséquence nous voyons / qu'avec la dévaluation propre du dollar, le café brésilien est exporté actuellement à un prix qui correspond à peine au tiers du prix véritable atteint il y a 15 ans.

Dans le domaine de l'économie le gouvernement se vante d'avoir remporté des "victoires nationalistes" . C'est ce qui fut claironné à propos de la conservation du prix du café soluble. Mais tout s'explique: les américains ne cessèrent leur campagne contre le café soluble brésilien que lorsqu'ils réussirent à s'emparer du contrôle des sociétés brésiliennes qui se livraient à la solubilisation. Pendant longtemps la dictature annonça avec éclat que sa politique de développement avait liquidé les problèmes du Nordeste ainsi que ceux des régions moins favorisées du pays. Mais le manque de pluie pendant un an fût suffisant pour mettre la réalité en évidence. Des millions de brésiliens sont affamés et sans abri. Les industries installées dans ces régions jouissent d'investissements obligatoires et ont à leur disposition une main d'oeuvre très mal payée; elles cherchent surtout à fournir les marchés du sud. Le retrait des capitaux des Etats de Guanabara et de Minas Gerais / fait l'objet de nombreux articles et commentaires publiés par les journaux ainsi que par les revues spécialisées. Des régions entières du Minas Gerais souffrent d'un tel état de recession économique qu'une véritable clameur publique se fit entendre à ce sujet. L'élevage est en crise aussi bien dans des régions / tel que Minas Gerais qu'à São Paulo et au Rio Grande do Sul.

Que se passe-t-il avec le peuple au milieu de ce "développement"? Nous avons déjà parlé du Nordeste où les grandes masses paysannes sont obligées de travailler pour le gouvernement à raison de 2 cruzeiros par jour, pendant que les spéculateurs vendent leurs marchandises à des prix absurdes. Des milliers d'habitants du Nordeste sont littéralement vendus aux propriétaires des grandes plantations du Minas Gerais et du sud du pays. Les travailleurs agricoles et les grandes masses rurales continuent en général à être rejetés par la société brésilienne. Pour ce qu'il est des premiers, les lois sociales ne sont pratiquement pas appliquées lorsqu'il s'agit d'eux. En ce qui concerne les petits et moyens producteurs la ligne officielle du gouvernement est de leur refuser tout crédit, de sorte / qu'ils tombent sous la dépendance absolue des accapareurs. Le



salaire réel du prolétariat s'est réduit sans arrêt depuis 1964. D'après les calculs réalisées par les organismes liés aux syndicats (ceux-ci étant aux ordres du gouvernement) le maintien du pouvoir acquisitif de 1964 exige actuellement un salaire minimum mensuel de 450 cruzeiros. Or ce n'est que maintenant qu'il vient d'être porté à 180 cruzeiros.

Les fabriques exercent une pression de plus en plus violente contre toute tentative d'organisation ou de protestation. Les grandes sociétés américaines et brésiliennes ont recours aux services d'agences spécialisées dans l'infiltration d'espions (à titre de "travail temporaire"). Dès lors la moindre manifestation de mécontentement provoque le renvoi des travailleurs quand ce n'est pas leur arrestation.

A la célébration du 1<sup>o</sup> mai une petite fête fût organisée par des syndiqués, sur un terrain de football. Le motif fût suffisant pour emprisonner de nombreux travailleurs. / Parmi eux se trouvait Olavo Hansen, par la suite torturé à mort par les membres de l'"Opération Bandeirantes" à São Paulo.

La position des fonctionnaires et des employés n'est guère meilleure. Pour survivre, l'immense majorité a recours à un second emploi où se livre à toutes sortes de bricolages peu rémunérés.

Dans les écoles et les universités la persécution et la terreur s'accroissent. Chaque semaine des dizaines d'étudiants sont détenus et menacés pour avoir critiqué le gouvernement. Que ces critiques soient faites au cours de conversations ou par voie d'un journal mural, le résultat est le même.

Pour maintenir cette situation et empêcher le peuple de protester, un groupe de généraux, pourvus du commandement des plus puissantes unités de l'armée, s'est erigé en pouvoir unique du pays. Le parlement; les assemblées, les conseils municipaux ne fonctionnent qu'après en avoir reçu l'autorisation. Pendant la grave maladie de l'ex-président Costa e Silva, bafouant toutes les lois, ils s'emparèrent du pouvoir, puis désignèrent son successeur.

A son tour Monsieur Garrastazu Medici, ancien chef du bureau d'informations échappa de justesse alors qu'il était commandant, à un procès d'omission frauduleuse, grâce à une question de délai. Ce qui montra que l'Etat c'était lui. Il commença par étouffer un scandale au sujet de la vente de terres appartenant à une importante société du Rio Grande do Sul, à des prix très élevés et supérieurs aux réels. Il continua les procès de cassation de députés et des politiciens; puis se mit à désigner lui-même les futurs gouverneurs d'Etats. Dans son propre



ministère furent maintenus des hommes corrompus et des politiques de basse catégorie tels que Andreazza et Passarinho, chargé de "dompter" les étudiants. Il réalisa un accord avec le "nationaliste" Albuquerque Lima, visant une trêve "jusqu'à l'écrasement des terroristes". En même temps il réléga vers des régions lointaines et dispersa par tout le pays les éléments qui maintenaient des relations étroites avec l'ancien ministre de Costa e Silva.

Les perséussions réalisées contre les intellectuels et professeurs. Une dizaine de savants éminents de l'institut "Oswaldo Cruz" (Manguinhos) furent brutalement démis de leur fonctions. Des procès furent instaurés contre l'évêque de Belo Horizonte et contre des dizaines de prêtres de Minas Gerais et du Nordeste; tandis que 17 autres évêques étaient menacés de procès.

D'anciens fascistes (intégralistes) furent appelés à exercer d'importantes fonctions-clefs. Un des collaborateurs les plus connus du fascisme pendant la guerre, Raimundo Padilha est maintenant le leader du gouvernement à la chambre fédérale.

L'opposition bourgeoise, décapitée par la cassation de quelques uns de ses députés moins dociles, ne continue à exister que pour donner une apparence de légalité au régime et se solidariser avec lui dès qu'une action révolutionnaire a lieu.

L'assassinat de révolutionnaires, la torture parfois jusqu'à la mort deviennent des actions courantes de la part des forces de répression.

Marighella, le guide et dirigeant de la guerre révolutionnaire du peuple Brésilien fût assassiné lors d'une embuscade. Les nouvelles annonçant son arrivée entouré de gardes-du-corps sont fausses. Il arriva seul et fût froidement fusillé. C'est la panique de la police qui causa la mort d'un collègue et celle d'un citoyen qui passait par hasard en voiture. Un inspecteur de police fût également blessé dans ces mêmes circonstances. La liste des assassinés par la police est énorme Marco Antônio Bras de Carvalho, Fernando Borges Ferreira, Eremias Deluizucov, José Idésio Beneri, o "Escoteiro" ainsi que des dizaines d'autres. Mais il y a aussi de nombreux morts sous la torture, depuis l'ex-sergent Manoel Raimundo Soares, Shael Schreier, Virgilio Gomes de Souza et récemment le journaliste Mario Alves.

La torture, l'assassinat, l'emprisonnement des membres des familles des poursuivis, la torture d'enfants



comme c'est arrivé à la fille de Virgilio Gomes de Souza sont des aperçus de ce que la dictature brésilienne appelle le respect des droits de l'homme.

Un nombre croissant de brésiliens arrive à la conclusion que seule la lutte armée peut en finir avec la dictature. Le peuple ne disposant pas d'armée il ne peut commencer que par la guérilla. La guérilla rurale est l'unique moyen de coordonner toutes les forces révolutionnaires brésiennes, l'unique moyen de mobiliser les grandes masses des villes et des campagnes, de créer une armée révolutionnaire du peuple, de mettre en échec les forces de la dictature et de l'imperialisme américain;

D'autre part, l'intensification de la guérilla urbaine, du sabotage et des actions révolutionnaires dans les villes et à l'intérieur du pays finira par ébranler la structure gouvernementale. Sans aucun doute la lutte sera longue exigeant des grands sacrifices de la part du peuple. Il faut dire que ces sacrifices seront moindres à endurer qu'à supporter le pouvoir actuel. Ce sont les grandes masses qui finiront par vaincre et renverser la dictature. Dans les circonstances actuelles elles ne peuvent le faire que les armes en main. Sont indispensables pour mener à bien cette lutte: la propagande, la mobilisation populaire, le sabotage, la défense permanente de l'intérêt des masses, la préparation des cadres pour diriger la lutte politique et la lutte armée. Ce sont les actions de guérilla à la campagne et la propre guérilla qui rendront possible la création d'une avant-garde organisée et unie du peuple brésilien. Cette avant-garde nous conduira à la victoire.

L'expérience du groupe de combattants qui en avril dernier, dans la Vallée de la Ribeira se lança dans des actions de guérilla fût concluante et positive. Repérés par les forces de la dictature alors qu'ils se livraient à l'entraînement (donc hors d'état de supporter un affrontement), ces hommes soutinrent une lutte de six semaines, causèrent des pertes à l'ennemi, firent des prisonniers. Les derniers combattants à quitter les lieux, sous les ordres du Capitaine Carlos Lamarca s'emparèrent d'un camion de l'armée, traversèrent sans difficultés les barrières grâce à la connaissance des mots de passe, et retournèrent sains et saufs à São Paulo. Cette précieuse expérience donne la mesure des possibilités que la guérilla rurale ouvre aux révolutionnaires brésiliens.



Un pas important pour l'unification des forces révolutionnaires fût franchi récemment par la participation de l'Action de Libération Nationale, créée par Carlos Marighella et de l'Avant-Garde Populaire Révolutionnaire (V.P.R.), dirigée par Carlos Lamarca, pour l'enlèvement de l'Ambassadeur d'Allemagne Fédérale au Brésil. D'autres organisations révolutionnaires sont disposées à participer à des actions en commun. Ceci favorisera l'éclosion du processus qui aboutira au déclenchement de la guerre rurale au Brésil. Ce sera alors la victoire de la guerre révolutionnaire du peuple Brésilien.

JOAQUIM CAMARA FERREIRA  
A.L.N. - Action de Libération Nationale.

ALGERIE: LE REPRESENTANT DU GOUVERNEMENT  
BRESILIEN PRESENTE DES REMERCIEMENTS

Lors de l'arrivée en Algérie des 40 détenus politiques brésiliens, un message de remerciements fût adressé au Ministre algérien des Affaires Etrangères par le représentant du gouvernement brésilien en Algérie.

C'est aussi dans ce message que nous relevons: "mon gouvernement en demandant au votre de recevoir ces prisonniers désire ainsi exprimer la confiance et l'amitié que le Brésil voue à l'Algérie gage de fraternité dont la signification est d'autant plus frappante au moment où nous nous sentons si souvent incompris dans le monde! (El Moudjahid, 8/7/70)

En conséquence le gouvernement brésilien est amené à admettre:

1- Qu'il existe des prisonniers politiques au Brésil. Ceci constitue un démenti aux propres déclarations officielles de la Présidence de la République (Bulletin du 11-5-70 de l'Ambassade du Brésil à Rome)

2- Qu'une campagne internationale de réprobation et de protestation contre les supplices et les assassinats, pratiqués sur les détenus politiques par la dictature militaire, est en cours.



GREVE DE LA FAIM, A ORLEANS,  
CONTRE LES MARCHANDS DE CANONS.

Des vives protestations ont été formulées par l'opinion publique française, lors de la vente de 16 "Mirages" au Gouvernement brésilien.

Le R.P. Jean Desbois et le professeur Jean- Marie Muller, en signal de protestation contre l'acte du Gouvernement français, ont décidé d'entreprendre une grève de la faim du 19 juin au 3 juillet. C'est que l'autorisation de la vente des "Mirages" fut donnée au moment où des preuves irréfutables au sujet des tortures au Brésil nous faisaient connaître la vraie nature du régime établi en ce pays.

Sous le titre de "Marchands de Canons" la section d'Orléans du P.S.U. a publié, le 25 juin, un article dans lequel elle exprime sa solidarité envers les deux grévistes et affirme "qu'il n'y a pas de mots assez forts pour qualifier cette vente d'avions de combat à un pays au moment même où des millions de paysans du Nordeste sont menacés de famine; un pays où l'on achète des ouvriers agricoles comme autrefois on achetait des esclaves; un pays où la torture est ouvertement pratiquée / sur les détenus politiques dans les prisons.

La C.F.D.T. par la même occasion, en un communiqué envoyé à la Presse dit "qu'alors que des millions d'hommes souffrent et meurent de faim, par l'exploitation et la dictature militaire, notre pays (qui se veut le champion de la paix ) ne connaît d'autre remède que celui de la vente à leurs gouvernement d'instruments servant à l'exploitation et à maintenir la classe ouvrière dans un état évident de sous-prolétariat".

Sur le même sujet Mgr. Riobé, évêque d'Orléans et président de la Commission / Pro-Amérique Latine de la Conférence des évêques de France, a publié la lettre / suivante:

Après la conférence de Dom Helder Camarà, à Orléans, le 23 mai dernier, j'écrivais: "Nous étions 3.000 à écouter Dom Helder. Qu'allons nous faire maintenant pour traduire / dans les actes les convictions que nous avons partagées?"

Il ne serait pas honnête en effet d'avoir invité Dom Helder à prendre la parole en France, de l'avoir applaudi pour l'audace et le courage avec lesquels il a dénoncé



l'injustice et dit la vérité, et de le laisser maintenant assumer seul des risques considérables.

Nous avons reçu le témoignage de Dom Helder comme un appel directe à notre conscience. Désormais nous ne pourrions vraiment nous dire solidaires de "l'action pour la Justice et la Paix", courageusement entreprise par Dom Helder dans son pays, que dans la mesure où nous mènerons ce même combat chez nous.

C'est là que notre responsabilité est directement engagée.

Aussi lorsque la France tolère un projet de vente de seize Mirage-III au Brésil, nous sommes atteint dans notre conscience d'homme et de chrétien.

Sans doute, c'est d'abord à nos Frères Brésiliens qu'il appartient de réagir.

Mais comment accepterions-nous de nous enrichir de la vente de ces armes à un pays où tant d'hommes sont privés de pain et de liberté?

Et comment concilier l'accélération universelle de la course aux armements, à laquelle nous prenons une part importante, avec les enseignements de l'Encyclique "Pacem in Terris", reconnue naguère comme la charte qui devait orienter toute l'activité des nations?

Jean XXIII l'affirmait nettement: "l'un de nos devoirs primordiaux, c'est de fonder les relations des hommes et des peuples sur l'amour et non sur la crainte". (Pacem in Terris)

Il n'est plus possible de nous contenter d'offrandes et d'aumônes, car la charité passe aujourd'hui par les voies de la justice sociale et internationale.

La souffrance et l'humiliation qu'endurent des millions d'hommes nous sont maintenant trop connues pour que nous puissions garder longtemps le silence et prétendre rester fidèles à l'Evangile.

Quand Jean Desbois et Jean-Marie Muller décident de s'abstenir de toute nourriture pendant deux semaines, parce qu'il leur est apparu qu'ils ne pouvaient pas manger ce pain "échangé contre des armes", je ne peux que soutenir leur geste.

Je souhaite qu'il éveille chez beaucoup d'entre nous un authentique sursaut spirituel, seul capable de nous dicter les actes à poser pour que le monde, où tant d'hommes vivent dans l'angoisse, soit pénétré de l'Esprit des Béatitudes.

G.M. RIOBE, évêque d'Orléans.



## DEMENTI: L'ENLEVEMENT DE PELE

L'information diffusée par la Presse selon laquelle le joueur de football Pelé serait kidnappé par un certain nombre d'officiers de l'Armée Brésilienne dans le but de faire tomber la responsabilité de cet acte sur les forces de libération nationale, ne provient pas du Front Brésilien d'Information, siégeant à Alger.

Nous ne divulguons que des faits et des documents réels dont la diffusion est interdite par la dictature militaire. Faits et documents dont nous portons l'entière responsabilité.

---

FRONT BRÉSILIEEN D'INFORMATION

BOITE POSTALE 5 - PLATEAU SAULIERE

ALGER - ALGERIE.